

SOMMET DES RÉGIONS
DU MONDE SUR LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

18-19 janvier 2010,
Dakar



SUMMIT OF THE WORLD'S
REGIONS ON
FOOD SECURITY

18-19 January 2010,
Dakar

ORGANISÉ PAR

CRPM CPMR



La république
du Sénégal

FOG:AR

AGRICULTURE, ACCES A L'ALIMENTATION, NUTRITION : LES REGIONS EN ACTION CONTRE LA CRISE ALIMENTAIRE

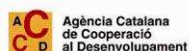
Dakar, Sénégal – 18/19 janvier 2010



COMPTE RENDU

Programme, documents de travail, déclaration finale des Régions, discours et présentations des intervenants sur le site :
<http://www.regionsfoodsummit.org/>

EN PARTENARIAT AVEC



Pourquoi ce Sommet ?

Plus de 13 ans se sont écoulés depuis l'engagement pris au Sommet Mondial de l'Alimentation de diviser par deux le nombre de personnes sous alimentées d'ici 2015. Les progrès en la matière sont décevants et la situation alimentaire mondiale est aujourd'hui critique. Il y a un an, des « émeutes de la faim » éclataient dans 38 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique centrale et du Sud. Aujourd'hui, les effets de la crise économique mondiale se sont conjugués avec ceux de la crise alimentaire, pour gonfler le chiffre des victimes de la faim. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le nombre de personnes sous-alimentées a dépassé le milliard d'individus, selon les estimations de la FAO, tandis que deux milliards de personnes sont victimes de malnutrition.

Sous l'influence de la crise économique, des changements climatiques, de la croissance démographique et de l'amenuisement des ressources naturelles et énergétiques, les pronostics convergent vers une aggravation de la situation qui impactera les Régions du « Sud » à court terme mais également les Régions du « Nord ». A moyen terme, un doublement de la production mondiale sera nécessaire pour lutter contre les pénuries alimentaires qui toucheront, de manière inégale mais sans exception, l'ensemble des Régions du monde. L'agriculture doit ainsi redevenir un enjeu de premier plan mais dans son acception large, incluant l'accès à l'alimentation des plus vulnérables et la qualité nutritionnelle des denrées disponibles.

Dans ce cadre, les réseaux de Régions (au sens du premier échelon d'autorité publique infra étatique) membres du **Forum Global des Associations de Régions (FOGAR)** ont décidé de se mobiliser pour tenter de contribuer à la lutte contre la faim, au côté et en complémentarité des efforts des Etats et des organisations internationales. Cette association, qui rassemble 17 réseaux de Régions des 5 continents, a été lancée en mars 2007, à l'occasion de la «1ère Convention Internationale pour une Approche Territoriale du Développement» organisée à Marseille par la **Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe (CRPM)**, le PNUD et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec le soutien de la Commission européenne. Elle vise à promouvoir sur la scène internationale la voix des Régions comme autorités locales publiques actrices d'une mondialisation porteuse d'équité. C'est lors de la 2ème Convention pour une approche territoriale du développement tenue à Tanger (MA) en mai 2008 que les Réseaux de Régions du monde se sont engagés à concourir à l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations. Pour sa part, la CRPM s'est prononcée en faveur d'une telle action lors de son Assemblée Générale d'octobre 2008, à Bayonne (F), et lors de son Bureau Politique du 23 janvier 2009, à Aarhus (DK).



Ces engagements se sont traduits par l'organisation du premier **Sommet des Régions du monde sur la sécurité alimentaire** qui s'est tenu **à Dakar les 18 et 19 janvier 2010**, à l'invitation de M. Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal avec le soutien de la FAO, du PNUD, du PAM, de la Commission européenne, de l'UEMOA, des Agences française et espagnole de développement, du Ministère français des Affaires Etrangères et Européennes ainsi que du Ministère français de l'Agriculture, de la Région Catalogne et de la Région de Dakar.¹

Les objectifs de cette rencontre étaient de promouvoir sur la scène internationale la voix des Régions comme acteurs à part entière au service de la sécurité alimentaire, aux côtés des Etats et des organisations internationales, de faire reconnaître l'expertise territoriale dans ce domaine et de favoriser l'émergence d'une politique mondiale de l'alimentation qui intègre tous les acteurs pour une action plus efficace. **Ont assisté à cet événement plus de 800 personnes** : représentants de gouvernements régionaux et locaux, représentants d'associations de collectivités régionales et locales, de grands ensembles régionaux, des représentants nationaux (38 pays étaient représentés), représentants d'organisations internationales, d'associations de producteurs, d'organisations professionnelles, des experts scientifiques, des banques et des ONG. La **liste des participants** est disponible sur le site internet du sommet : <http://www.regionsfoodsummit.org/>

A partir d'expériences concrètes, ce Sommet a réussi à dégager les éléments nécessaires pour éclairer le rôle spécifique que les régions et les acteurs locaux sont appelés à jouer dans ce domaine ainsi qu'à jeter les bases pour une meilleure coordination des efforts des collectivités territoriales pour lutter contre l'insécurité alimentaire.

¹ De plus amples informations sur le contexte et les objectifs du Sommet sont disponibles dans la note de cadrage du Sommet mise en ligne sur le site internet du Sommet.

SOMMAIRE

1. EDITO

Pourquoi ce Sommet ?
Prochaines étapes

2. COMPTE RENDU

Session plénière d'ouverture
Sessions thématiques en parallèle
Session plénière de clôture

3. EXTRAITS DU SOMMET

4. REGIONS PRESENTES

Le nombre des participants et la qualité des intervenants ont prouvé **la pertinence et l'intérêt de tous pour une prise en compte effective des territoires régionaux** en tant qu'échelons pertinents à intégrer dans une gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire. La Commission européenne, l'UEMOA, la FAO, le PNUD, des Etats (France, Espagne, Sénégal, etc.) se sont tous vigoureusement engagés avec les Régions dans « une approche territoriale » de la sécurité alimentaire et du développement de manière générale qui fasse de chaque collectivité territoriale et de ses forces vives les acteurs de leur insertion dans une globalisation bénéfique. De nouvelles fenêtres de dialogue et de partenariat entre les autorités régionales et locales et les bailleurs de fonds se sont ouvertes. Tout au long des deux journées de travail, les débats en plénières et en ateliers ont permis de prouver que **les Régions étaient de puissants ferments de la sécurité alimentaire des populations** de par leur complémentarité par rapport aux gouvernements centraux, leur proximité et leur compréhension des différents groupes de population, leur aptitude à formuler de manière claire et précise leurs intérêts spécifiques ainsi que leur capacité à combler l'écart entre les objectifs fixés et leur réalisation concrète.

Prochaines étapes

Il s'agit désormais de renforcer la dynamique créée, de poursuivre les réflexions et les coopérations multi-niveaux entamées et de les mettre en œuvre sur le terrain.

Les Régions et les Réseaux de Régions se sont engagées à :

- Faire entendre la voix des Régions dans la mondialisation :

Le FOGAR a déjà réussi à faire entendre la voix des Régions au sein des instances internationales, notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire en participant aux réunions sur la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire organisé par la FAO en novembre 2009.

Au-delà de cette participation, les Régions entendent devenir un interlocuteur clé des organisations internationales pour une mise en œuvre territoriale et intégrée des recommandations internationales.

- Organiser de nouvelles règles de gouvernance stratégique incluant les échelons infra-étatiques :

Les Régions réclament une gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire qui intègre tous les niveaux d'acteurs, dont les Régions, en vue d'élaborer une stratégie intégrée de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté plus cohérente et plus efficace. L'ensemble de ces acteurs doit, sans plus attendre, prendre des mesures afin d'établir un Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Par ailleurs, les Régions entendent s'engager dans la gouvernance mondiale de l'alimentation à travers la participation active au Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA).

- Mettre en œuvre une politique de partenariats durables entre Régions du Nord, du Sud et avec les bailleurs de fonds :

« Les six ateliers qui se réuniront cet après-midi et demain matin montreront la diversité et la richesse des programmes et des actions en cours » explique **M. Jean-Yves Le Drian, Président de la Région Bretagne**, qui s'exprimait au nom du FOGAR et de la CRPM. « Mais cela ne suffit pas. Nous ne voulons pas que ce Sommet se réduise à une succession de témoignages et de discours, d'aussi bonne qualité soient-ils. Nous avons pour ambition qu'à l'issue de cette rencontre on puisse envisager la construction d'un horizon pluriannuel d'actions coordonnées dans deux directions :

- le renforcement des capacités de chaque Région à animer, chez elle, une politique de sécurité alimentaire, dans le cadre des plans nationaux et internationaux,

- la démultiplication de coopérations entre Régions, du nord comme du sud, non pas comme une juxtaposition avec ses risques de fragmentation et de déperdition d'efficacité, mais au contraire autour d'une bonne convergence des ressources aussi bien humaines que financières. »

Ainsi, il s'agit maintenant de dégager les éléments d'un plan d'action sur la sécurité alimentaire à partir d'un cadre de référence élaboré par un groupe de Région nord-sud avant le mois de juin et validé par un comité de pilotage (FAO, PNUD, « high level task force » de M. Ban Ki-Moon sur la sécurité alimentaire, la Commission européenne, des Etats comme la France et l'Espagne, etc.). Ce cadre sera ensuite traduit en plan d'action via le développement de coopérations décentralisée multi Région et multi pays respectant une approche territoriale du développement et fera l'objet d'un suivi pluriannuel.

Enfin, il faudra traduire le protocole de coopération signé entre la FAO et le FOGAR par des actions concrètes.



COMPTE RENDU DU SOMMET

Les présentations et les discours des différents intervenants sont disponibles sur le site internet du Sommet dans la rubrique « documents fondamentaux ».

Séance plénière d'ouverture

Le Sommet s'est ouvert sur les allocutions de bienvenue de **M. El Hadj Malick GAKOU**, Président du Conseil Régional de Dakar et **M. Aliou NIANG**, Président de l'Association des Régions sénégalaises qui ont salué cet évènement comme une opportunité de dialogue et d'action avec les Etats et des organisations internationales.

Ces allocutions ont fait place aux discours officiels de **M. Jean-Yves LE DRIAN**, Président de la Région Bretagne et de **M. Abdoulaye WADE**, Président de la république du Sénégal. M. LE DRIAN s'est exprimé au nom de la CRPM et du FOGAR. Il a rappelé qu'il revient aux Etats de fixer le cap stratégique, mobiliser les ressources adéquates et rationaliser tous les efforts avec une bonne convergence des moyens humains et financiers. Il a invité les responsables régionaux à dialoguer avec les acteurs de terrain pour aboutir à des actions efficaces. M. WADE a salué la tenue de ce Sommet et rappelé sa politique de réformes administratives, les réformes mises en place dans le domaine agricole et le rôle que devrait jouer la plate-forme des Régions ouest africaines en cours de construction avec l'appui du FOGAR.

M. Xavier GIZARD, Secrétaire Général du FOGAR, a ensuite présenté l'agenda du Sommet organisé autour deux sessions plénières entre lesquelles ont pris place six ateliers thématiques destinés à montrer la pertinence de l'échelon régional dans la mise en œuvre d'actions ciblées pour aboutir à des plans d'actions, des pistes d'amélioration et une méthodologie pour leur mise en œuvre.

La première partie du Sommet était consacrée à

- des conférences introductives sur l'état des lieux et la mobilisation générale sur la question alimentaire et
- une table ronde sur l'importance du niveau décentralisé dans les stratégies d'éradication de la faim.

Au cours d'une série de conférences introductives présentant la situation mondiale de la question de l'alimentation et la mobilisation des Organisations internationales et des Etats pour y faire face, plusieurs personnalités se sont exprimées :

M. David NABARRO, Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la sécurité alimentaire et la nutrition a adressé, au nom de M. BAN KI MOON, un message de sympathie pour le peuple haïtien et a remercié en son nom le Président WADE et le FOGAR pour la tenue du Sommet de Dakar en réaffirmant la volonté des organisations des Nations Unies d'associer les Régions.

Concernant le Partenariat mondial et la création de la « High Level Task Force » sur la sécurité alimentaire, le système mis en place doit associer tous les acteurs et nécessite une coordination à tous les niveaux pour contribuer à améliorer la situation alimentaire dans le monde. De même la réforme du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) présentée par **M. Richard CHINA**, Directeur de la division de l'assistance aux politiques et de la mobilisation des ressources à la FAO, est basée sur les principes de participation élargie à tous les acteurs, de renforcement des liens entre les différents niveaux de gouvernance et de flexibilité dans la mise en œuvre.

M. Bernard HUBERT, Président d'Agropolis, a présenté un état des lieux scientifique de la situation alimentaire dans le monde et présenté les prospectives à moyen et long terme.

M. Michel FOUCHER, membre du comité scientifique mis en place pour le Sommet, souligne le rôle que peuvent jouer les Régions dans le domaine politique, économique et opérationnel en complément avec les autres échelons publics au-delà de la « simple » gestion des crises.

L'importance du niveau décentralisé dans la stratégie d'éradication de la faim a été illustrée au travers d'exemples de politiques publiques mises en place au niveau local, national ou supra national dans différents pays.

Sont intervenus successivement **M. Mamadou CISSOKHO**, président d'honneur du ROPPA (réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'ouest), le **Dr Keffing SISSOKO** du CILSS (comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel) et le **Dr Simrit KAUR** de l'université de New Delhi.

Les débats ont mis en avant la nécessité de doter de ressources et de renforcer les capacités des gouvernements locaux et régionaux pour leur permettre de jouer le rôle de relais incontournable de mise en œuvre de politiques publiques.

Pour clore cette table ronde, **M. Thierry CORNILLET**, Président de l'AIRF, a souligné la montée en puissance et la valeur ajoutée des coopérations décentralisées.

Sessions thématiques en parallèle

Deux séries de trois ateliers thématiques se sont tenus en parallèle. Au cours de ces sessions, des échanges fructueux ont eu lieu entre les intervenants et les participants, permettant de comparer de nombreuses expériences régionales et locales pour aboutir à des recommandations concrètes.



Ces ateliers avaient pour objectifs :

- d'une part de montrer la pertinence des actions menées au niveau local pour améliorer la disponibilité alimentaire, l'accessibilité et droit à l'alimentation et la qualité nutritionnelle et
- d'autre part de valoriser l'expertise des territoires au service de la sécurité alimentaire, de montrer le rôle des autorités locales et régionales en matière de gestion des ressources naturelles dans un contexte de changement climatique et en matière de mobilisation et de mise en œuvre de financements innovants pour lutter contre l'insécurité alimentaire .

De ces ateliers nous retiendrons principalement que les Régions, par leur proximité avec les populations, leur connaissance du terrain et leurs capacités à mobiliser l'ensemble des acteurs d'un même territoire, constituent un échelon pertinent pour identifier les problèmes et les besoins, mettre en œuvre des actions ciblées et mobiliser et mettre en œuvre les financements disponibles pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, elles constituent un bon levier d'action au niveau de la santé, de la protection sociale et en matière de développement économique. Elles ont également un rôle à jouer dans la gestion des ressources naturelles. Les Régions constituent également un niveau pertinent pour mettre en œuvre le droit à l'alimentation dans les pays où les Etats ont créé un cadre favorable et servir de laboratoires d'expérience pour les pays où ce cadre n'existe pas. Tout ceci suppose, un transfert de compétences, un renforcement des capacités des autorités locales et régionales et des moyens humains et financiers. La nécessité de renforcer les organisations paysannes et le rôle des femmes ont également été soulignés. En conclusion des ateliers, **M. Xavier Gizard, Secrétaire Général du FOGAR** souligne la nécessité d'un cadre favorable aux échelons national et international pour assurer le transfert de compétences et de ressources et le besoin de cadres réglementaires favorables sur le commerce international des produits alimentaires. Il réaffirme l'engagement du FOGAR pour faire entendre la voix des Régions au niveau international.

Les synthèses des ces sessions ainsi que le détail de ces sessions (objectifs, cadrage et programme) sont disponibles sur le site internet du Sommet : <http://www.regionsfoodsummit.org/>.

Session thématique 1 : L'amélioration de la disponibilité alimentaire : de la production à la commercialisation, quel appui des Régions/autorités locales ?

Session thématique 2 : Quelles actions des Régions pour lutter contre le développement de la malnutrition ?

Session thématique 3 : Les collectivités locales et régionales : des leviers d'action pour améliorer l'accès des populations les plus vulnérables à une alimentation adéquate et réaliser progressivement le droit à l'alimentation

Session thématique 4 : L'expertise des territoires au service de la sécurité alimentaire : formation, transfert de compétences, accompagnement, structuration, appui institutionnel et soutien aux acteurs

Session thématique 5 : Le rôle des autorités régionales et locales en matière de gestion des ressources naturelles dans un contexte de changement climatique

Session thématique 6 : Le financement des actions locales et régionales de lutte contre l'insécurité alimentaire : quels instruments et quels outils innovants pour aujourd'hui et pour demain ?

Séance plénière de clôture

Au delà de la restitution des conclusions des sessions thématiques, quatre représentants régionaux sont intervenus pour présenter à travers leurs expériences respectives les axes et modalités d'action des Régions : **M. Patrice Nikiéma**, Président de la Région Centre (Burkina Faso) et de l'Association des Régions du Burkina Faso, **M. David Minoves**, Directeur Général de la Coopération au Développement et de l'Aide Humanitaire, Région Catalogne (Espagne), **M. Roger Ménard**, Directeur des Analyses économiques et politiques au Ministère des Relations internationales, Région Québec (Canada) et **M. Aliou Niang**, Président de la Région de Saint Louis (Sénégal) et de l'Association des Régions sénégalaises .

De ces interventions nous retiendrons la nécessité d'engager une autre voie pour tenter de réduire l'insécurité alimentaire en impliquant davantage les gouvernements locaux et en œuvrant pour une meilleure coordination de l'ensemble des acteurs.

En effet, malgré les engagements pris par les Etats et les Organisations internationales de réduire de moitié le nombre de personnes sous alimentées d'ici 2015 les progrès accomplis sont lents et sont de plus en plus menacés par la crise économique mondiale, la croissance économique, les conséquences du changement climatique et l'appauvrissement des ressources naturelles.

En raison de la pertinence avérée de l'échelon régional dans ce domaine, les gouvernements décentralisés sont placés désormais devant une responsabilité : ils doivent y faire face, prendre des prérogatives et partager leurs expériences. Mais ils doivent pour cela disposer de compétences et de moyens adaptés pour accomplir leurs missions.

Ces gouvernements locaux devraient travailler selon deux axes :

1- au niveau de leur territoire pour développer la production, la transformation, structurer les marchés, renforcer les organisations professionnelles, développer l'expertise, conserver la capacité à mobiliser des financements et œuvrer pour une décentralisation effective ;

2- sur le plan international développer des partenariats et des mises en réseau pour partager l'information, les bonnes pratiques, etc.

Il convient également de traiter la question agricole dans un contexte beaucoup plus large intégrant les problématiques de santé humaine et les problématiques liées à l'eau.



Puis, plusieurs hautes personnalités se sont succédées à la tribune pour prendre position sur l'accompagnement et les attentes des Organisations internationales et des Etats à l'égard des actions des Régions dans le domaine de la sécurité alimentaire.

➤ **M. Olivier de SCHUTTER, rapporteur spécial des Nations Unies pour le Droit à l'alimentation** : Ce droit nous oblige à changer de paradigme et rendre des comptes aux plus pauvres. Pour cela il faut identifier les populations les plus touchées, identifier les obstacles à la mise en œuvre du droit à l'alimentation, prendre des mesures pour y remédier. Sur ces questions, les Régions sont les mieux placées pour le faire. Mais il faut éviter que la décentralisation ne conduise à la dilution des responsabilités et éviter les risques de corruption par des mécanismes garantissant la transparence de l'action juridique et un

système de suivi/ évaluation avec des indicateurs ad hoc (autres que PIB ou chiffres à l'export).

➤ **M. Yannick GLEMAREC du PNUD** a présenté la problématique de la sécurité alimentaire dans un contexte de changement climatique et a insisté pour agir pendant qu'il est encore temps. Il souligne le travail engagé avec les Régions dans le cadre des plans climat « vers des territoires moins émetteurs de GES et plus économes en énergie ».

➤ **M. Jean-Michel DEBRAT, directeur adjoint de l'AFD** a présenté les orientations de l'action de l'AFD basée sur la réhabilitation de la notion de marché intérieur (marchés régionaux, la relance de la relation villes/campagne), la réhabilitation de la production vivrière, de la notion de politique publique de sécurité alimentaire, de décentralisation et de notion de territoire, sous réserve de clarification des compétences. L'AFD intervient également dans le domaine du foncier, le soutien aux producteurs et organisations interprofessionnelles ou encore le soutien à la microfinance et l'organisation de réseaux bancaires. Sur le plan financier, l'AFD intervient à l'échelle régionale uniquement sur les investissements et sur la capacité de gestion.

➤ **M. Ismaïl K. BINGUITCHA-FARE a représenté le président de la Commission de l'UEMOA**. L'UEMOA a opté pour une réponse régionale au problème de déficits récurrents de production dus en partie à la mondialisation des échanges et vise l'autosuffisance alimentaire. L'Union a lancé l'initiative d'une plate-forme des Autorités locales et régionales afin d'offrir à ses Etats Membres un cadre d'accompagnement de la stratégie de développement de l'Ouest africain.

➤ **M. Hafez GHANEM, sous-directeur général de la FAO**, a rappelé l'engagement de la FAO auprès des collectivités au travers de son programme de coopération décentralisée. Selon lui, l'initiative de ce Sommet interpelle les Organisations Internationales et il est indispensable que les collectivités soient reconnues comme partenaires : à ce titre il est nécessaire d'inclure les Régions dans la concertation au CSA et dans le processus d'élaboration des programmes nationaux, d'appuyer la mise en réseau des Régions, de promouvoir la coopération décentralisée, d'améliorer la connaissance des approches intégrées des territoires et de faciliter l'accès à une base de données pour permettre un échange d'expérience.

➤ **Pour M. Luis RIERA, Directeur de la Direction Générale du Développement de la Commission européenne**, les Régions sont des partenaires à tous les niveaux, y compris en amont. Par leur proximité avec les populations, leur capacité à mobiliser les partenaires économiques de leur territoire, les ONG et de façon plus générale la société civile, elles permettent une action efficace et durable. L'action des collectivités va permettre

d'approfondir l'impact territorial des politiques de développement et ce Sommet est pour la Commission une bonne opportunité de réfléchir à de nouvelles modalités d'appui à l'agriculture, qui constitue la clé du développement.

➤ **M. Antoine JOLY, Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales** du Ministère français des Affaires étrangères a souligné l'intérêt du gouvernement français pour cette initiative. La France a, en effet, érigé la lutte contre la faim en tant qu'une des priorités nationales en prenant l'initiative du Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire dans lequel les Régions ont toute leur place, tant dans le domaine de la gouvernance que celui de la connaissance et des finances. Il a illustré, au travers de quelques exemples d'actions menées par les collectivités françaises, le rôle que peuvent jouer les collectivités sur les différents piliers de la sécurité alimentaire et confirmé que la France sera partenaire du FOGAR pour que les Régions s'insèrent dans le partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Les travaux de ces deux jours ont confirmé l'intérêt d'une approche territoriale et celui de la coopération décentralisée.

➤ **M. Josep Lluís CAROD-ROVIRA, Vice-président de la Catalogne** souligne la nécessité pour les Régions d'être en réseaux pour porter des discours partagés et être ainsi entendues dans les négociations internationales.

➤ **M. Souleymane Ndéné Ndiaye, Premier Ministre sénégalais**, après avoir félicité les organisateurs pour la tenue de ce Sommet, a tracé les trois pistes qu'il conviendrait de mettre en œuvre pour poursuivre l'engagement pris à Dakar et permettre de donner une dimension concrète au triptyque Etat/régions/Bailleurs :

1- la mobilisation par les Régions de ressources propres pour mener à bien leurs projets de coopération de façon coordonnée pour une meilleure efficacité sur un même territoire

2- la mise en place d'un suivi technique, assuré par le FOGAR, pour apporter un cadre et une expertise sur les coopérations en matière de sécurité alimentaire et

3- la mise en place d'un suivi politique avec l'élaboration d'un « core group » de Régions du Nord et du Sud en étroite relation avec le FOGAR et un comité de pilotage avec le soutien des bailleurs de fonds sur des coopérations multi Régions, multi pays pour faire évoluer les dynamiques de développement.

Il souligne, par ailleurs, la nécessité d'une forme renouvelée de la gouvernance mondiale dans le domaine de la sécurité alimentaire.

DECLARATION FINALE DES REGIONS

Le FOGAR et ses membres adoptent la déclaration finale de Dakar sous réserve de modifications mineures. Elles affirment que la sécurité alimentaire mondiale relève d'un défi politique et déplorent la baisse de l'APD dans le domaine de l'alimentation. Les Régions réclament une gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire qui intègre tous les niveaux d'acteurs.

Elles demandent, par ailleurs, aux États de se ressaisir de leurs responsabilités tant en matière de production agricole qu'en matière d'accès à l'alimentation pour les plus vulnérables et de pratiquer des négociations en matière d'échanges commerciaux respectueuses des intérêts des populations locales. Elles appellent également à la consolidation progressive du processus de décentralisation sur tous les continents.

Enfin, elles s'engagent à contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les domaines dans lesquels les Régions ont une réelle valeur ajoutée, notamment à travers une politique de coopération décentralisée triangulaire intercontinentale pour enrichir les échanges et faire évoluer les dynamiques de développement.



La décentralisation est une opération extrêmement difficile. (...) On ne peut pas détenir tous les pouvoirs au centre et développer la base. (...) Le conseil

régional d'aujourd'hui doit devenir une assemblée régionale. (...) Les régions doivent disposer de ressources propres leur permettant de subvenir aux besoins des populations, y compris le domaine agricole. La mise en œuvre des orientations globales sur la sécurité alimentaire sur le terrain exige une proximité que seules les Régions peuvent aider à définir dans une approche incluant également les acteurs économiques des territoires.

M. Abdoulaye WADE, Président de la République du Sénégal



Le Sommet de Dakar ne veut pas être un Sommet mondial de plus sur ce thème. Il revient à d'autres que les Régions, c'est-à-dire aux États, aux organisations continentales ou sous-

continentales telles que l'Union économique et monétaire ouest africaine ou l'Union européenne, et aux institutions internationales, de fixer le cap stratégique et de procéder à la mobilisation des ressources adéquates. Notre ambition se veut modeste et pragmatique : nous voulons que les Régions, cet échelon décentralisé ou déconcentré des pouvoirs publics, contribuent à des résultats concrets, visibles, évaluables. (...) Agissant ainsi nous rejoignons ce que vous écriviez il y a 50 ans, en 1959, dans votre thèse sur l'économie de l'ouest africain : « la rationalisation de tous les efforts pourrait alors s'inscrire entre la planification au sommet et la planification régionale ». C'est bien ce mouvement pluri-décennal vers les décentralisations que nos organisations de Régions, - dont l'Association des Régions Sénégalaises et j'en salue les Présidents-, cherchent à accompagner à travers le FOGAR. (...) Nous ne souhaitons pas que les Régions agissent seules sur leur territoire mais bien comme facilitatrices de l'activité des producteurs et de leurs organisations professionnelles, des organisations non-gouvernementales, de l'ensemble des forces sociales et, en particulier, de la moitié du genre humain, femmes et agricultrices. Ces catégories sont ici nombreuses et c'est à un dialogue avec les responsables territoriaux qu'elles sont invitées. Cette nouvelle voix des Régions dans le paysage des acteurs luttant en faveur de la sécurité alimentaire, il faudra qu'elle puisse se faire entendre dans les instances nouvelles de la gouvernance alimentaire mondiale.

M. Jean-Yves LE DRIAN, Président de la Région Bretagne.



Plusieurs facteurs ont joué leur rôle dans la naissance de cette crise. L'un d'eux est l'incapacité des agriculteurs à produire suffisamment pour répondre à la demande alimentaire. Les agriculteurs font face à une volatilité des marchés qui offrent des prix souvent trop bas pour couvrir leurs

coûts de production. (...) Ceux qui produisent l'alimentation font souvent face à des difficultés pour acheminer leurs produits sur les marchés au prix juste, parce que les infrastructures nécessaires sont insuffisantes, le système de spéculation sur les marchés agricoles va contre leurs intérêts et les institutions dont ils ont besoin pour répondre à ces défis n'en sont qu'à leurs balbutiements. Les petits paysans sont particulièrement touchés. Leurs problèmes sont exacerbés par le manque de crédits, d'accès à la technologie et les impacts du changement climatique. (...) Mais il y a une bonne nouvelle. La société civile, le secteur privé et les gouvernements travaillent de manière plus concertée à différents niveaux. (...) Je félicite le Président WADE, le gouvernement sénégalais et le FOGAR pour avoir organisé cette rencontre qui est une opportunité pour s'engager sur la coopération décentralisée dans le domaine de la sécurité alimentaire. Le système des Nations Unies est ici pleinement présent – FAO, PAM, FIDA, PNUD, Banque mondiale et les autres. Ils ont tous travaillé ensemble dans mon groupe de travail de haut niveau (High-Level Task Force) sur la sécurité alimentaire. Nous nous engageons tous à travailler avec vous pour aider ceux qui sont vulnérables (...).

M. David Nabarro, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la sécurité alimentaire et la nutrition

Face au défi de la crise alimentaire, aucune force ne sera de trop. Le FOGAR, la CRPM et l'Association des Régions du Sénégal, par ce sommet, entendent assumer leur part de responsabilité dans ce combat contre la faim et la malnutrition. A juste raison, car rien de durable dans ce domaine ne réussira sans un partenariat intelligent et complémentaire entre les différents niveaux de décisions. La région de Dakar (...) milite pour la création d'un fond mondial pour la sécurité alimentaire. En finir avec la faim dans le monde, est un objectif qui devra constituer un axe prioritaire de toutes les politiques régionales, en amont, par la mise en place d'un dispositif d'alerte et de prévention et en aval, par une plus grande implication dans la production, la transformation, la conservation et la commercialisation des produits agricoles.

M. El Hadj Malick Gakou, Président du Conseil Régional de Dakar

La FAO se veut aujourd'hui un partenaire privilégié des Régions et des collectivités locales. Nous sommes convaincus que la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire et la meilleure gestion des écosystèmes, des ressources (...) passe par l'implication des Régions et des collectivités locales qui sont plus proches des populations et qui peuvent ainsi identifier les problèmes vécus à court moyen et long termes, envisager et apprécier les actions possibles et leurs impacts, impliquer les populations les plus directement touchées, échanger leurs expériences avec d'autres acteurs et organisations et contribuer aux débats et forum avec d'autres niveaux c'est-à-dire le niveau national et international. Pour ce qui concerne la FAO, nous allons proposer un partenariat avec les Régions du monde (...) notamment pour inclure les représentants de Régions dans les processus internationaux de concertation et de coordination sur la sécurité alimentaire, je pense ici au Comité mondial pour la sécurité alimentaire (CSA), et dans les Plans Nationaux de Sécurité Alimentaire (...) et pour promouvoir la coopération décentralisée et l'échange

d'expertise en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

M. Hafez Ghanem, Sous-directeur Général responsable du Département de Développement économique et social, FAO

Hier et aujourd'hui, nous nous sommes mutuellement convaincus que le niveau infra étatique notamment le niveau des Régions, avait une contribution importante à faire en matière de renforcement de la sécurité alimentaire du monde et mieux, que les Régions ne devraient pas se dérober à cette importante mission, tant leur échelon d'action dans ce domaine est pertinent et si proche des populations. Nous avons cependant reconnu que la pertinence avérée de l'action des Régions pour la sécurité alimentaire suppose que celles-ci disposent de toutes les prérogatives ainsi que des moyens nécessaires à la bonne conduite de leur mission.

M. Patrice NIKIEMA, Président de la Région Centre du Burkina Faso et de l'Association des Régions du Burkina Faso.

La Commission européenne reconnaît (ma présence ici en témoigne) le rôle que les autorités décentralisées peuvent jouer en raison de leur proximité et donc de leur meilleure connaissance des préoccupations des citoyens.

Puisque la sécurité alimentaire est une question de produire, de distribuer et d'accéder à des produits alimentaires, un certain nombre d'activités pourraient être avantageusement initiées/soutenues au niveau local. A ce stade, je voudrais identifier un certain nombre de secteurs potentiels pour une action à ce niveau:

1. Les acteurs locaux pourraient jouer un rôle significatif dans la mise en place, le renforcement et l'intégration des organisations de la société civile et des coopératives.
2. Des actions locales spécifiques pourraient se concentrer sur la planification d'infrastructures, leur construction et l'entretien, y compris les installations de stockage dans le but de réduire des pertes après récolte.
3. Un autre secteur d'action envisageable est la création/le fonctionnement de marchés locaux. (...)

4. Un autre rôle possible des autorités locales est l'identification des pauvres et vulnérables afin de les intégrer dans les mécanismes de protection sociale. (...)

5. Finalement, l'engagement des autorités locales peut se concrétiser dans le soutien à l'éducation à la nutrition (...)
Pour stimuler le développement local en général et la sécurité alimentaire notamment, la Commission aimerait voir l'émergence des partenariats actifs entre les régions du nord et du sud. (...) La Commission européenne, en utilisant les instruments existants (instruments thématiques pour la sécurité alimentaire et le soutien aux autorités locales), est prête à les assister dans cet effort.

M. Luis Riera Figueras, Directeur, DG développement de la Commission européenne



En tant que représentant du gouvernement français, il me revient le plaisir de vous transmettre le message de mon gouvernement qui souhaite exprimer le grand intérêt qu'il apporte à cette initiative d'organisation et de coordination de l'échelon régional en faveur de la

sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire figure au premier plan de nos priorités dans notre politique de coopération. (...) En résumé, cette approche territoriale du développement défendue par le FOGAR gagne du terrain partout. (...) C'est une excellente initiative de la décliner sur des politiques sectorielles qui ont besoin de cet ancrage territorial pour réussir : par exemple dans le domaine de la sécurité alimentaire ou du changement climatique

« Le fatalisme a des limites. Nous devons nous en remettre au sort uniquement lorsque nous avons épuisé tous les remèdes » disait Gandhi.

Pour vaincre la faim nous n'avons pas épuisé tous les remèdes : une meilleure coordination à l'échelle des territoires régionaux, avec des autorités locales responsables devant leurs habitants, des politiques publiques mises en œuvre et bénéficiant d'une solidarité citoyenne que porte la coopération décentralisée.

M. Antoine Joly, Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales, Ministère français des Affaires étrangères

LISTE DES REGIONS ET RESEAUX DE REGIONS PRESENTS

Burkina faso Sud-Ouest Centre Région du Nord Plateau Central Boucle du Mouhoun	Bouaké Equateur Provincia del Oro Provincia del Azuay	Bretagne Aquitaine
Brésil Estado de Sao Paulo	Espagne Catalunya Xunta de Galicia Gobierno de Cantabria Pais Vasco	Gabon Province du Haut- Ogooué
Cameroun Est Cameroun	France Martinique Rhône Alpes Nord pas de Calais Ile de France Basse Normandie Midi-Pyrénées	Italie Toscana Marche
Canada Québec		Madagascar Itasy-Madagascar
Côte d'Ivoire		Maroc Oued Eddahab Lagouira Rabat Salé
		Mali Koulikoro
		Nigeria Kano State

Pérou

Région de Cusco
Callao

RDC

Province de l'Equateur
Province du Bandundu

Sénégal

Dakar
Kaolack
Fatick

Tambacounda

Louga
Thiès
Kolda
Sédhiou
Matam
Diourbel
Kaffrine
Kédougou
Ziguinchor
Saint Louis

Tunisie

Gouvernorat de Kairouan

RESEAUX DE REGIONS

- Organisation Latino Américaine des Gouvernements Intermédiaires (OLAGI)
- Forum Global d'Associations de Régions (FOGAR)
- Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe (CRPM)
- Haut Conseil des Collectivités Territoriales du Mali (HCCT)
- Plateforme des collectivités locales des pays Afrique Caraïbes Pacifique (ACP-LGP)
- Association des Régions du Burkina Faso (ARBF)
- Association des Régions Frontalières Européennes (ARFE)
- Association Internationale des Régions Francophones (AIRF)
- Cites Unies France (CUF)
- Réseau des gouvernements régionaux pour le développement durable (NRG4SD)
- Association des Régions sénégalaises (ARS)
- Associations des Régions de France (ARF)
- L'Assemblée des Districts et Départements de Côte d'Ivoire (ADDCI)

GLOSSAIRE DES ACRONYMES

AFD : Agence Française de Développement

AIRF : Association Internationale des Régions Francophones

CE : Commission Européenne

CILSS : Comité Permanent Inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel

CRPM : Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FEM : Fond pour l'Environnement Mondial

FOGAR : Forum global d'associations de régions

NRG4SD : Réseau des gouvernements régionaux pour le développement durable

OLAGI : Organisation Latino Américaine des Gouvernements Intermédiaires

PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement

ROPPA : Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest

UE : Union européenne

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

